

MESSAGE N° 134 9 avril 2009
**de la commission parlementaire au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur
le Grand Conseil (incompatibilités, mode de
traitement des affaires, développement durable)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC, RSF 121.1), cela en réponse à la prise en considération par le Grand Conseil de plusieurs instruments parlementaires.

Le plan du message est le suivant:

1. Généralités

- 1.1 *La nécessité du présent projet de loi*
- 1.2 *La présentation d'un projet de loi unique*
- 1.3 *Les travaux préparatoires*
- 1.4 *Les conséquences du projet*

2. Instruments parlementaires

- 2.1 *Motion M1022.07 Benoît Rey*
- 2.2 *Motion M1019.07 Jacques Crausaz/
Christian Ducotterd*
- 2.3 *Initiative parlementaire I5002.07
Moritz Boschung-Vonlanthen/
Gabrielle Bourguet*

3. Commentaire des articles

4. Détermination du Conseil d'Etat

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 La nécessité du présent projet de loi

Le projet de loi répond à trois mandats législatifs du Grand Conseil:

- la motion M1022.07 Benoît Rey demande que la fonction de membre de la Commission de justice du Grand Conseil soit rendue incompatible avec celle de membre du Conseil de la magistrature;
- la motion M1019.07 Jacques Crausaz/Christian Ducotterd exige d'ouvrir le débat à tous les membres du Grand Conseil lorsqu'un article d'un projet d'acte traité selon le débat organisé fait l'objet d'un amendement;
- l'initiative parlementaire I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/Gabrielle Bourguet vise à obliger le Conseil d'Etat à intégrer aux messages accompagnant les projets d'actes des indications concernant les effets de ces projets sur le développement durable.

1.2 La présentation d'un projet de loi unique

Le respect de l'unité de la matière et le souci d'un exercice optimal des droits populaires auraient pu plaider en faveur de l'élaboration de projets de lois distincts pour chacun des instruments parlementaires cités. Néanmoins, au vu de la nature mineure des modifications demandées, la commission considère qu'il serait inopportun de saisir le Parlement à trois reprises. C'est la raison pour laquelle elle groupe lesdites modifications dans un même projet de loi. Cette solution apparaît d'autant plus heureuse que

les matières traitées sont toutes en rapport avec l'organisation et le fonctionnement des autorités du canton.

1.3 Les travaux préparatoires

Selon la LGC, l'instrument parlementaire adéquat pour charger un organe du Grand Conseil de l'élaboration d'un projet d'acte serait celui de l'initiative parlementaire (art. 82ss.). Pour cette raison, le Bureau du Grand Conseil a choisi de traiter l'ensemble des instruments – y compris les deux motions – comme des initiatives parlementaires et de confier leur mise en œuvre à une commission parlementaire.

Vu la nature mineure des différentes modifications, cette commission a ensuite décidé de renoncer à une procédure de consultation.

1.4 Les conséquences du projet

La modification des dispositions sur le mode de traitement des affaires et l'instauration d'une nouvelle incompatibilité n'induisent aucune incidence financière ou en personnel. Les conséquences financières des nouvelles règles sur le contenu des messages du Conseil d'Etat sont en revanche fortement tributaires de la réalisation concrète de la nouvelle disposition par l'administration cantonale (voir aussi plus bas: chap. 2.3). Les trois projets n'ont par ailleurs aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

De même, les règles aménagées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral et ne présentent aucune incompatibilité avec le droit européen.

La présente loi est soumise au referendum législatif (facultatif). Son incidence financière étant manifestement inférieure au seuil fixé par la Constitution, elle n'est par contre pas soumise au referendum financier.

2 INSTRUMENTS PARLEMENTAIRES

2.1 Motion M1022.07 Benoît Rey

Prise en considération par le Grand Conseil le 12 février 2008 (BGC pp. 19s.), la motion demande d'instaurer une incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil de la magistrature et celle de membre de la Commission de justice du Grand Conseil.

A ses articles 125ss., la nouvelle Constitution arrête la composition du Conseil de la magistrature – qui comprend notamment un membre du Grand Conseil – et en définit les principales fonctions: la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du ministère public et l'élaboration de préavis à l'attention du Grand Conseil pour les élections judiciaires. Depuis la création du Conseil de la magistrature, le rôle de la Commission de justice du Grand Conseil, quant à elle, se limite essentiellement à sa contribution à l'exercice de la haute surveillance parlementaire sur le pouvoir judiciaire – Conseil de la magistrature y compris – et à la préparation des élections judiciaires. A cette fin, la Commission examine les rapports adressés au Parlement par le Conseil ainsi que, après consultation de ce dernier, les pétitions relevant du domaine judiciaire.

Plusieurs arguments ont ainsi convaincu le Grand Conseil de la nécessité d'instaurer une incompatibilité entre les deux fonctions:

- Le Conseil de la magistrature a été mis en place à l'initiative du législatif pour exercer un contrôle sur la justice. Dès lors, les deux organes se doivent d'être indépendants l'un de l'autre: la Commission de justice exerce une surveillance politique, le Conseil de la magistrature une surveillance administrative et disciplinaire.
- Le Grand Conseil exerce la haute surveillance sur les autres autorités cantonales, y compris le Conseil de la magistrature, dont il examine le rapport annuel. Or, le président du Conseil de la magistrature est présent lors de l'examen de ce rapport en plénum, mais aussi lors de l'examen préalable par la Commission de justice. A ce moment-là, la double appartenance d'un membre de la Commission est susceptible de donner lieu à des conflits d'intérêts. Ce risque serait particulièrement saillant dans le cas où le membre en question devait occuper la présidence de l'une ou l'autre instance (voire des deux).
- Lorsque le représentant du Grand Conseil au Conseil de la magistrature est également membre de la Commission de justice, il est amené à examiner, dans le cadre de la préparation des élections judiciaires, deux fois les mêmes dossiers de candidature.

Comme le permet explicitement l'article 87 al. 4 de la Constitution, le présent projet de loi instaure ainsi une incompatibilité supplémentaire en modifiant la loi sur le Grand Conseil.

2.2 Motion M1019.07 Jacques Crausaz/ Christian Ducotterd

La motion M1019.07 déposée par les députés Jacques Crausaz et Christian Ducotterd et prise en considération par le Grand Conseil le 12 février 2008 (BGC pp. 18s.) demande la modification des dispositions en vigueur concernant le mode de traitement des affaires, plus précisément de celles régissant le débat organisé (catégorie II). Pour les objets classés dans cette catégorie, la parole est actuellement réservée au rapporteur, au commissaire du gouvernement et à un porte-parole par groupe parlementaire. En outre, en dérogation à cette règle, la LGC accorde la parole aux personnes présentant des propositions se rapportant à l'entrée en matière ou qui ont déposé un amendement. De cette manière, le traitement d'un objet selon le débat organisé doit permettre de raccourcir les débats pour les objets peu controversés et qui ont déjà fait l'objet d'un examen en commission.

Toutefois, ce système peut s'avérer inadéquat lorsque des amendements nouveaux sont présentés en cours de débat. En effet, lorsque ces derniers n'ont pas été discutés préalablement en séance de commission et/ou de groupe parlementaire, il peut arriver que le porte-parole d'un groupe se trouve à court de réponse alors qu'un autre membre du même groupe, mieux au fait de la problématique précise soulevée par l'amendement, serait peut-être tenté d'intervenir. Or, la loi ne l'y autoriserait pas.

Pour remédier à cette situation, la motion demande que, pour les articles faisant l'objet d'un amendement, le débat sur un objet classé en catégorie II soit ouvert à tous les membres du Grand Conseil. Plus précisément, il faut entendre par là les amendements déposés *en cours de*

séance et cela par un membre du Grand Conseil à *titre individuel*.

2.3 Initiative parlementaire I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/ Gabrielle Bourguet

Enfin, le projet donne suite à l'initiative parlementaire I5002.07 déposée par les député-e-s Moritz Boschung-Vonlanthen et Gabrielle Bourguet et prise en considération par le Grand Conseil le 13 février 2009 (BGC pp. 93ss.).

L'initiative demande que les messages accompagnant les projets d'actes soumis au Grand Conseil comportent des indications concernant les effets de ces projets sur le développement durable, cela au même titre que les informations, déjà obligatoires, à propos des conséquences financières et en matière de personnel. La modification proposée vise à sensibiliser l'administration cantonale et les autorités fribourgeoises en général aux conséquences sociales, économiques et écologiques de l'action étatique.

Déposée sous la forme entièrement rédigée, l'initiative ne précise pas la nature des informations concrètes que devrait comprendre le chapitre consacré au développement durable ni les moyens à mettre en œuvre pour les obtenir. Le présent projet de loi se borne à reprendre le texte de l'initiative et laisse ainsi à l'administration le soin de donner un contenu opérationnel à cette nouvelle règle. Cette solution respecte l'analogie avec les informations sur les conséquences financières et en matière de personnel, informations auxquelles le texte accorde le même rang et dont la nature concrète n'est pas explicitée dans la loi non plus.

L'initiative parlementaire se réfère à l'article 3 de la Constitution, qui mentionne le développement durable parmi les buts de l'Etat. Cette référence indique que l'analyse en termes de développement durable ne doit pas simplement venir s'ajouter en fin de processus, mais qu'elle doit s'inscrire dans une démarche globale. Le travail de conceptualisation devra ainsi se faire en parallèle avec la réalisation des mesures d'application de la stratégie du canton pour le développement durable et de concert avec le Grand Conseil en tant que destinataire final de ces analyses. De cette manière, la mise en place du dispositif d'analyse devrait s'intégrer aux autres travaux sans occasionner de frais supplémentaires notables.

En revanche, l'analyse systématique des projets soumis au Grand Conseil et la rédaction du chapitre correspondant des messages du Conseil d'Etat pourraient signifier une légère augmentation des charges de l'Etat. Le montant de cette augmentation est fortement tributaire du degré de détail des analyses effectuées et de la nature des projets d'actes soumis au Parlement.

3 COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 1 (Modification LGC)

Art. 16 al. 3 (nouveau)

L'alinéa 3 (nouveau) du projet pose le principe de l'incompatibilité entre les deux fonctions et définit la priorité dans le cas où un membre du Grand Conseil serait élu

successivement à chacune d'entre elles. La solution retenue (démission automatique de la fonction antérieure) présente l'avantage d'exclure toute collision tout en respectant la volonté la plus récente de la personne élue.

Art. 111 al. 3 2^e phr.

La disposition en vigueur selon laquelle *la modification ne peut tendre qu'à classer une affaire dans une catégorie inférieure* est ambiguë et peut, sur le plan purement linguistique, très bien signifier le contraire de ce qui est explicité dans la réponse du Bureau à la motion et dans le guide parlementaire (à savoir: autoriser le passage du débat organisé vers le débat libre mais pas l'inverse). La présente modification élimine cette ambiguïté.

Art. 113 al. 1

Le souhait des motionnaires est concrétisé à l'alinéa 1 du projet, qui prévoit le débat libre pour tout article faisant l'objet d'un amendement déposé individuellement et en cours de séance. Dès lors, il n'y a plus lieu d'autoriser spécifiquement les auteurs de ces amendements à s'exprimer comme c'est actuellement le cas à l'alinéa 1 let. b.

Art. 197 let. e^{bis}

Le projet reprend le libellé de l'initiative parlementaire tout en déplaçant légèrement son point d'insertion. Plutôt que de rapprocher les effets sur le développement durable des conséquences financières et en personnel comme le prévoyait l'initiative, le texte propose de leur accorder un statut propre en créant une nouvelle lettre e^{bis}.

Art. 2

Sous réserve d'un éventuel référendum, rien ne s'oppose à une entrée en vigueur de la loi dans les plus brefs délais. Cependant, la concrétisation de l'analyse en termes de développement durable, ne pourra se faire que de manière progressive et itérative. Dans un premier temps, le Grand Conseil devra donc se contenter d'indications plus sommaires.

4 DÉTERMINATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Dans sa détermination du 12 mai 2009, le Conseil d'Etat informe le Grand Conseil qu'il n'a pas de remarques à formuler à propos du projet de loi dans la mesure où ce dernier traite essentiellement d'objets relevant de la compétence interne du Grand Conseil. Pour ce qui concerne l'article 197 let. e^{bis} LGC, il renvoie cependant à sa réponse du 14 octobre 2008 à l'initiative parlementaire I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/Gabrielle Bourguet (BGC p. 2278).

BOTSCHAFT Nr. 134

9. April 2009

der parlamentarischen Kommission an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Grossratsgesetzes (Unvereinbarkeiten, Art der Behandlung der Geschäfte, Nachhaltigkeit)

Wir legen Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG, SFG 121.1) als Antwort auf die Erheblicherklärung mehrerer parlamentarischer Vorstösse durch den Grossen Rat vor.

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Allgemeines

- 1.1 *Notwendigkeit dieses Gesetzesentwurfs*
- 1.2 *Ein einziger Gesetzesentwurf*
- 1.3 *Vorarbeiten*
- 1.4 *Folgen des Entwurfs*

2. Parlamentarische Vorstösse

- 2.1 *Motion M1022.07 Benoît Rey*
- 2.2 *Motion M1019.07 Jacques Crausaz/Christian Ducotterd*
- 2.3 *Parlamentarische Initiative I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/Gabrielle Bourguet*

3. Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln

4. Stellungnahme des Staatsrats

1 ALLGEMEINES

1.1 Notwendigkeit dieses Gesetzesentwurfs

Der Gesetzesentwurf berücksichtigt drei Rechtsetzungsaufträge des Grossen Rates:

- Die Motion M1022.07 Benoît Rey fordert, dass die Mitgliedschaft in der Justizkommission des Grossen Rates nicht vereinbar sein soll mit derjenigen im Justizrat;
- Die Motion M1019.07 Jacques Crausaz/Christian Ducotterd verlangt, dass bei einem Geschäft, das in organisierter Debatte behandelt wird, alle Grossratsmitglieder das Wort ergreifen können, wenn ein Artikel eines Erlassentwurfs Gegenstand eines Änderungsantrags ist;
- Die parlamentarische Initiative I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/Gabrielle Bourguet will den Staatsrat dazu verpflichten, in den Botschaften zu den Gesetzen und Dekreten auch über deren Folgen für die nachhaltige Entwicklung zu informieren.

1.2 Ein einziger Gesetzesentwurf

Das Gebot der Einheit der Materie und die Sorge um eine optimale Ausübung der Volksrechte hätten nahelegen können, für jeden der erwähnten parlamentarischen Vorstösse einen eigenen Gesetzesentwurf vorzusehen. Trotzdem – und weil die vorgeschlagenen Änderungen nur geringfügig sind – ist die Kommission der Ansicht, dass es nicht zweckmässig wäre, das Parlament dreimal

mit der Angelegenheit zu beschäftigen. Deshalb behandelt sie die genannten Änderungen in ein und demselben Gesetzesentwurf. Diese Lösung erscheint als umso sinnvoller, als alle behandelten Themen mit der Organisation und der Arbeitsweise der kantonalen Behörden zusammenhängen.

1.3 Vorarbeiten

Nach dem GRG ist die parlamentarische Initiative der angemessene parlamentarische Vorstoss, um ein Organ des Grossen Rates mit der Erarbeitung eines Erlassentwurfs zu beauftragen (Art. 81 ff.). Deshalb hat das Büro des Grossen Rates beschlossen, alle drei Vorstösse – auch die zwei Motionen – wie parlamentarische Initiativen zu behandeln und ihre Umsetzung einer parlamentarischen Kommission anzuvertrauen.

Wegen der Geringfügigkeit der verschiedenen Änderungen hat diese Kommission in der Folge entschieden, auf ein Vernehmlassungsverfahren zu verzichten.

1.4 Folgen des Entwurfs

Die Änderung der Bestimmungen zur Art der Behandlung der Geschäfte und die Einführung einer neuen Unvereinbarkeit haben weder finanzielle noch personelle Auswirkungen. Die finanziellen Folgen der neuen Vorschriften für den Inhalt der staatsrätlichen Botschaften hängen hingegen stark davon ab, wie die neue Bestimmung durch die kantonale Verwaltung umgesetzt wird (siehe auch weiter unten: Kap. 2.3). Die drei Entwürfe beeinflussen im Übrigen die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden nicht.

Ebenso sind die mit dem vorliegenden Gesetzesentwurf geänderten Vorschriften mit dem Bundesrecht konform und stellen keinerlei Unvereinbarkeit mit europäischem Recht dar.

Dieses Gesetz untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum. Da seine finanziellen Auswirkungen offensichtlich unter der in der Verfassung festgelegten Schwelle bleiben, untersteht es hingegen nicht dem Finanzreferendum.

2 PARLAMENTARISCHE VORSTÖSSE

2.1 Motion M1022.07 Benoît Rey

Die Motion, die vom Grossen Rat am 12. Februar 2008 (TGR S. 19 f.) erheblich erklärt wurde, verlangt, dass ein Mitglied des Grossen Rates nicht gleichzeitig Mitglied des Justizrats und der Justizkommission des Grossen Rates sein kann.

Die neue Verfassung regelt in den Artikeln 125 ff. die Zusammensetzung des Justizrates – er zählt namentlich ein Mitglied des Grossen Rates – und legt dessen wichtigste Aufgaben fest: die Administrativ- und Disziplinaraufsicht über die richterliche Gewalt und die Staatsanwaltschaft sowie die Begutachtung der Bewerbungen für die Justizbehörden zuhanden des Grossen Rates. Seit der Einsetzung des Justizrates beschränkt sich die Rolle der Justizkommission des Grossen Rates im Wesentlichen auf ihren Beitrag bei der Ausübung der parlamentarischen Obergangsaufsicht über die richterliche Gewalt – Justizrat inbegriffen – und bei der Vorbereitung der Wahl der

Justizbehörden. Zu diesem Zweck prüft die Kommission die Berichte des Justizrates ans Parlament sowie, nach Rücksprache mit diesem, die Gesuche, die in die Zuständigkeit der Justiz fallen.

Mehrere Argumente haben den Grossen Rat von der Notwendigkeit überzeugt, die beiden Funktionen für unvereinbar zu erklären:

- Der Justizrat wurde auf Initiative des Gesetzgebers zur Überwachung der Justiz eingesetzt. Die beiden Organe müssen daher voneinander unabhängig sein: Die Justizkommission übt eine politische Aufsicht aus, der Justizrat eine Administrativ- und Disziplinaraufsicht.
- Der Grosse Rat übt die Obergangsaufsicht über die übrigen kantonalen Behörden aus, so auch über den Justizrat, dessen Jahresbericht er prüft. Der Präsident des Justizrates ist bei der Prüfung dieses Berichts im Plenum anwesend und ebenso bei der Vorprüfung in der Justizkommission. An dieser Stelle könnte die Doppelzugehörigkeit eines Kommissionsmitglieds zu Interessenkonflikten führen. Diese Gefahr wäre besonders gross, wenn das besagte Mitglied das Präsidium der einen oder andern Instanz (oder beider Instanzen) inne hätte.
- Ist die Vertreterin oder der Vertreter des Grossen Rates im Justizrat ebenfalls Mitglied der Justizkommission, so hätte sie oder er bei der Vorbereitung der Wahl der Justizbehörden zweimal dieselben Kandidaturen zu prüfen.

Wie in Artikel 87 Abs. 4 der Verfassung ausdrücklich vorgesehen, legt dieser Gesetzesentwurf eine zusätzliche Unvereinbarkeit fest, indem er das Grossratsgesetz entsprechend ändert.

2.2 Motion M1019.07 Jacques Crausaz/ Christian Ducotterd

Die von den Grossräten Jacques Crausaz und Christian Ducotterd eingereichte Motion M1019.07, die vom Grossen Rat am 12. Februar (TGR S. 18 f.) erheblich erklärt wurde, verlangt die Änderung der geltenden Bestimmungen über die Art der Behandlung der Geschäfte, genauer derjenigen über die organisierte Debatte (Kategorie II). Zu Geschäften dieser Kategorie dürfen momentan nur die Berichterstatterin oder der Berichterstatter der Kommission, die Regierungsvertreterin oder der Regierungsvertreter sowie eine Sprecherin oder ein Sprecher pro Fraktion das Wort ergreifen. In Abweichung von dieser Vorschrift gewährt das GRG den Personen eine Wortmeldung, die Anträge zum Eintreten oder einen Änderungsantrag eingereicht haben. Auf diese Weise soll die Behandlung eines Geschäfts in organisierter Debatte dazu führen, dass die Debatte über wenig umstrittene Geschäfte, die schon in der Kommission geprüft wurden, verkürzt wird.

Allerdings kann sich dieses System als unzweckmässig erweisen, wenn während der Debatte neue Änderungsanträge eingereicht werden. Wenn diese nämlich vorher in der Kommissions- oder Fraktionssitzung nicht behandelt wurden, kann es vorkommen, dass die Fraktionssprecherin oder der Fraktionssprecher keine Antwort weiss, während ein anderes Fraktionsmitglied, das sich mit dem vom Änderungsantrag betroffenen Problem besser auskennt, möglicherweise intervenieren möchte, was aber das Gesetz nicht erlaubt.

Um diese Situation zu verbessern, schlägt die Motion vor, die Debatte über die von einem Änderungsantrag betroffenen Artikel eines Geschäfts der Kategorie II für alle Mitglieder des Grossen Rates zu öffnen. Genauer handelt es sich hier um Änderungsanträge, die *während der Sitzung* eingereicht wurden, und zwar *von einem einzelnen Mitglied* des Grossen Rates.

2.3 Parlamentarische Initiative I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/ Gabrielle Bourguet

Schliesslich gibt der Entwurf der von den Grossratsmitgliedern Moritz Boschung-Vonlanthen und Gabrielle Bourguet eingereichten parlamentarischen Initiative I5002.07 Folge, die vom Grossen Rat am 13. Februar 2009 (TGR S. 93 ff.) erheblich erklärt wurde.

Die Initiative verlangt, dass die Botschaften zu den Erlassentwürfen an den Grossen Rat Angaben über die Folgen dieser Entwürfe für die nachhaltige Entwicklung enthalten sollen, wie das bereits der Fall ist für die finanziellen und personellen Folgen. Die vorgeschlagene Änderung will bei der Kantonsverwaltung und den freiburgischen Behörden ganz allgemein Verständnis wecken für die sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Folgen staatlichen Wirkens.

Die Initiative wurde in vollständig abgefasster Form eingereicht, präzisiert aber weder die Art der konkreten Informationen für das Kapitel der nachhaltigen Entwicklung noch die erforderlichen Mittel, um diese zu erlangen. Dieser Gesetzesentwurf beschränkt sich darauf, den Initiativtext wiederzugeben, und überlässt es damit der Verwaltung, die neue Vorschrift umzusetzen. Diese Lösung behandelt die Angaben über die nachhaltige Entwicklung analog zu den Informationen über die finanziellen und personellen Folgen; sie stellt diese Erfordernisse auf dieselbe Stufe, denn das Gesetz enthält in seinem bisherigen Wortlaut ebenfalls keine näheren Bestimmungen darüber, wie die finanziellen und personellen Folgen einer Vorlage konkret dargestellt werden sollen.

Die parlamentarische Initiative nimmt Bezug auf Artikel 3 der Verfassung, der die nachhaltige Entwicklung als Staatsziel bezeichnet. Dieser Hinweis macht klar, dass die Analyse der Nachhaltigkeit eines Erlasses nicht einfach nachträglich angehängt werden soll, sondern Teil eines Gesamt-Vorgehens sein muss. Die Erarbeitung eines Konzepts muss demnach parallel laufen zur Umsetzung der Massnahmen des Kantons für die nachhaltige Entwicklung und in Übereinstimmung mit dem Grossen Rat als Hauptadressaten dieser Analysen. Auf diese Weise dürften sich die erforderlichen Analysen in die übrigen Arbeiten einfügen, ohne spürbare Zusatzkosten zu verursachen.

Hingegen könnten die systematische Analyse der dem Grossen Rat vorgelegten Entwürfe und das Verfassen des entsprechenden Kapitels der staatsrätlichen Botschaften zu einer leichten Erhöhung der Staatsausgaben führen. Das Ausmass dieser Erhöhung hängt stark davon ab, wie detailliert die Analysen durchgeführt werden und von welcher Art die Erlassentwürfe ans Parlament sind.

3 BEMERKUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Art. 1 (Änderung GRG)

Art. 16 Abs. 3 (neu)

Der Absatz 3 (neu) des Entwurfs stellt den Grundsatz der Unvereinbarkeit zwischen den beiden Funktionen auf und legt die Priorität fest für den Fall, dass ein Mitglied des Grossen Rates nacheinander in jede der beiden Funktionen gewählt werden sollte. Die vorgeschlagene Lösung (automatischer Rücktritt von der früheren Funktion) hat den Vorteil, jegliche Kollision auszuschalten und dabei die zuletzt geäusserte Absicht der oder des Gewählten zu respektieren.

Art. 111 Abs. 3, 2. Satz

Die geltende Bestimmung, nach der *mit der Änderung nur die Einstufung in eine tiefere Kategorie verlangt werden kann*, ist unklar und kann rein sprachlich ebenso gut das Gegenteil dessen bedeuten, was das Büro in seiner Antwort auf die Motion ausführt und was im Parlamentsleitfaden steht (nämlich: Der Übergang von organisierter Debatte zu freier Debatte ist gestattet, aber nicht umgekehrt). Die vorliegende Änderung räumt mit dieser Unklarheit auf.

Art. 113 Abs. 1

Der Wunsch der Motionäre wird in Absatz 1 umgesetzt. Neu muss die freie Debatte für jeden Artikel vorgesehen werden, zu dem während der Sitzung von einer Einzelperson ein Änderungsantrag eingereicht worden ist. Damit wird es hinfällig, den Personen, die Änderungsanträge eingereicht haben, eigens die Wortmeldung zu gestatten, wie es momentan noch in Absatz 1 Bst. b der Fall ist.

Art. 197 Bst. e^{bis}

Der Entwurf übernimmt den Wortlaut der parlamentarischen Initiative, ändert aber den Ort der Einfügung. Statt die Folgen für die nachhaltige Entwicklung mit den finanziellen und personellen Folgen zusammenzufassen (wie von der Initiative vorgesehen), sieht der Text für sie einen eigenen Status und einen neuen Buchstaben e^{bis} vor.

Art. 2

Ein allfälliges Referendum vorbehalten, spricht nichts gegen ein rasches Inkrafttreten des Gesetzes. Jedoch wird sich die Analyse der nachhaltigen Entwicklung nur allmählich und schrittweise verwirklichen lassen. In einer ersten Phase wird sich der Grosse Rat daher wohl mit kurzen Angaben begnügen müssen.

4 STELLUNGNAHME DES STAATSRATS

In seiner Stellungnahme vom 12. Mai 2009 teilt der Staatsrat dem Grossen Rat mit, dass er zum Gesetzesentwurf keinerlei Bemerkungen macht, da dieser in erster Linie Fragen behandelt, die im Zuständigkeitsbereich des Grossen Rates liegen. In Bezug auf Artikel 197 Bst. e^{bis} GRG verweist er jedoch auf seine Antwort vom 14. Oktober 2008 auf die parlamentarische Initiative I5002.07 Moritz Boschung-Vonlanthen/Gabrielle Bourguet (TGR S. 2278).

Loi

du

**modifiant la loi sur le Grand Conseil (incompatibilités,
mode de traitement des affaires, développement durable)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 87 al. 4 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;
Vu le rapport du 9 avril 2009 de la commission parlementaire chargée de la mise en œuvre des motions M1019.07 et M1022.07 et de l'initiative parlementaire I5002.07;

Vu la détermination du Conseil d'Etat du 12 mai 2009;

Sur la proposition de la commission parlementaire,

Décète:

Art. 1

La loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC) (RSF 121.1) est modifiée comme il suit:

Art. 16 al. 3 (nouveau)

³ La fonction de membre de la Commission de justice est incompatible avec celle de membre du Conseil de la magistrature. La personne qui exerce l'une de ces fonctions et accepte son élection à l'autre est réputée démissionnaire de sa fonction actuelle.

Art. 111 al. 3, 2^e phr.

³ (...). La modification ne peut tendre que dans le sens d'une plus grande liberté du débat.

Gesetz

vom

**zur Änderung des Grossratsgesetzes (Unvereinbarkeiten, Art
der Behandlung der Geschäfte, nachhaltige Entwicklung)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 87 Abs. 4 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf den Bericht vom 9. April 2009 der parlamentarischen Kommission für die Umsetzung der Motionen M1019.07 und M1022.07 und der parlamentarischen Initiative I5002.07;

gestützt auf die Stellungnahme des Staatsrats vom 12. Mai 2009;

auf Antrag der parlamentarischen Kommission,

beschliesst:

Art. 1

Das Grossratsgesetz vom 6. September 2006 (GRG) (SGF 121.1) wird wie folgt geändert:

Art. 16 Abs. 3 (neu)

³ Die Mitgliedschaft in der Justizkommission ist unvereinbar mit derjenigen im Justizrat. Wer eines dieser Ämter ausübt und eine Wahl ins andere annimmt, muss vom gegenwärtig ausgeübten Amt zurücktreten.

Art. 111 Abs. 3, 2. Satz

³ (...). Die Änderung kann nur in die Richtung einer freieren Debatte gehen.

Art. 113 al. 1

¹ Lors du débat organisé, le droit de demander la parole est limité à un ou une porte-parole par groupe parlementaire ainsi qu'aux membres du Grand Conseil qui présentent des propositions se rapportant à l'entrée en matière. Les amendements individuels déposés en séance font toutefois l'objet d'un débat libre.

Art. 197 let. e^{bis} (nouvelle)

[Le message contient l'exposé des motifs et informe notamment sur les points suivants:]

e^{bis}) les effets sur le développement durable;

Art. 2

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 113 Abs. 1

¹ Bei der organisierten Debatte können nur eine Sprecherin oder ein Sprecher für jede Fraktion und die Mitglieder des Grossen Rates, die zum Eintreten Anträge stellen, das Wort ergreifen. Änderungsanträge einzelner Ratsmitglieder, die im Verlauf der Sitzung vorgebracht werden, werden jedoch in freier Debatte behandelt.

Art. 197 Bst. e^{bis} (neu)

[Die Botschaft enthält die Begründung des Antrags und informiert insbesondere über:]

e^{bis}) die Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung;

Art. 2

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2010 in Kraft.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.